

TREVERTON G.F. (Editor). *The Shape of the New Europe*. New-York, Council on Foreign Relations Press, 1992, 240 p.

Jean-Pierre Thouez

Migrations et relations transnationales  
Volume 24, Number 1, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703154ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/703154ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)  
1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Thouez, J. (1993). TREVERTON G.F. (Editor). *The Shape of the New Europe*. New-York, Council on Foreign Relations Press, 1992, 240 p. *Études internationales*, 24 (1), 244–246.  
<https://doi.org/10.7202/703154ar>

nalisme. À propos de la création d'une économie de marché, l'auteur énumère certains traits clés, tels que la mise en place d'un cadre législatif propre à une telle économie et la réforme de la structure de l'entreprise. Pinder note ici la préférence de l'Ouest pour le «big bang» économique, par opposition aux changements plus graduels. Sur ce point, il a raison de s'attarder au spectre du chômage à l'Est, lequel est à craindre vu son effet potentiellement déstabilisateur sur le plan politique.

L'auteur s'attarde aussi à l'analyse des accords d'association avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. En plus d'aider ces pays à réussir leurs réformes, ces associations renforceront les liens avec la Communauté, laquelle en retirera à terme des avantages économiques substantiels. Pinder rappelle les points litigieux, lors des négociations, que furent l'agriculture, l'immigration et l'éventuelle accession à la CEE. Sur ce point, l'auteur soutient, dans ses conclusions, que la Communauté doit poursuivre son propre approfondissement, qui doit aller de pair avec l'élargissement aux pays de l'Est dont les aspirations, croit-il, ne doivent pas subir de rebuffade.

De la position de la Communauté face à l'URSS, Pinder dit que la recherche d'une relation constructive doit être accompagnée d'un souci de défendre les intérêts communautaires en cas d'échec des réformes. La sécurité est, pour lui, la considération primordiale.

Pinder pêche parfois par l'affirmation d'évidences. Ainsi, il écrit que l'investissement est crucial pour la

création d'une économie de marché. Notant l'attentisme des investisseurs, il souligne l'importance de l'aide publique officielle. À ce sujet, il plaide pour un effort supplémentaire de la Communauté; agir autrement serait une politique à courte vue.

Pinder estime qu'une politique efficace face à l'Est exige de la Communauté qu'elle agisse de manière rapide et cohérente, ce qui n'a pas toujours été le cas. Le conflit yougoslave (alors potentiel), risquait de poser, selon lui, la question de son aptitude à traiter de questions de politique étrangère et de sécurité. L'auteur se fait l'avocat d'un renforcement urgent de la Communauté en ces matières. L'attitude de la Communauté dans le borbier yougoslave justifie certes un tel appel.

Ce livre, bien que trop sommaire, intéressera toute personne soucieuse d'en connaître plus sur les moyens employés par la Communauté pour influencer l'évolution de l'ex-Europe communiste. Il n'est pas déraisonnable de croire, à l'instar de Pinder, que la Communauté, aiguillonnée par l'Allemagne, aidera à dessiner la carte politique de l'Europe pour les décennies à venir.

Robert DESJARDINS

*Ministère de la Justice, Ottawa*

TREVERTON G.F. (Editor). *The Shape of the New Europe*. New-York, Council on Foreign Relations Press, 1992, 240 p.

Ce livre pose une question centrale: quelle Europe? après la chute du mur de Berlin en 1989. Pour les Européens, la vision de l'Europe est celle qui découle de l'Acte unique

européen et des actions envisagées par les chefs d'États dans son sillage. Le drame de l'Europe de l'Est a obscurci le développement réel du cours de l'Europe que l'on reporte à l'Union économique et monétaire (UEM). Dans l'introduction, G. Treverton suggère que, à long terme, l'union politique — politique étrangère et défense — sera plus difficile à instaurer que la dimension économique et monétaire. Les positions opposées des États-Unis et de la CEE à l'intérieur du GATT ne peuvent que renforcer l'union des États européens ; il n'en est pas de même face à la Yougoslavie où les positions européennes divergent. De plus, la question européenne doit être élargie à celle de l'entrée de nouveaux membres. S. Hoffmann remarque que le développement longitudinal et vertical de l'Europe n'est pas contradictoire.

Le problème étant posé, H. Wallace soulève dans le chapitre 1 la question : quelle Europe pour quels Européens ? qu'elle décompose ainsi : est-ce que la CEE aura les ressources politique et économique suffisantes pour bâtir la nouvelle configuration européenne (anciens et nouveaux membres) ; les nouvelles demandes (pressions) ne nécessitent-elles pas une redéfinition des processus et des priorités de l'intégration européenne ? Enfin, est-ce que les Européens pourront porter seuls le poids de leurs ajustements ou devront-ils faire appel à d'autres partenaires dont les É.U. ?

Dans le chapitre 2, F. Heisbourg précise la notion de système de sécurité européenne analysant les positions de la CEE à l'égard de l'OTAN,

de la question allemande et de l'incertitude de l'Est. Des trois questions, celle de la politique de défense de l'Allemagne apparaît la plus difficile à cause de l'histoire, à cause des intérêts impliqués, si l'on admet que ce pays devrait avoir son propre système de défense. À moins que la CSCE ait un rôle viable, ce qui est loin d'être sûr, alors pourquoi transformer OTAN en OTEA (européen et américain), une organisation entre partenaires de même taille.

P. Ludlow passe en revue les institutions européennes dans le chapitre 3 soulignant les défauts bien connus de chacune d'entre elles dont le partage des pouvoirs Conseil-Commission, Parlement-commission. W. Danspeckgruber décrit l'espace économique européen dans le chapitre 4 : CEE-AELE et précise la position des ex-membres du COMECON. Selon lui, l'influence européenne remplacera l'influence soviétique dans les pays de l'Europe de l'Est ; et l'on assistera à un phénomène de régionalisation à long terme, transcendant les espaces nationaux. Cette régionalisation ne s'oppose pas à l'unification, au contraire, les accords de coopération entre régions, le rôle de la technologie, l'infrastructure, les communications, le commerce et l'environnement devraient favoriser ce phénomène. F.S. Laprabée examine la démocratisation et les changements en Europe de l'Est, problème qui à lui seul, demanderait un compte rendu détaillé des multiples facettes et impacts qu'ils ont sur l'Europe actuelle. Enfin, dans le chapitre 6, M. Borrus et J. Zysman analysent l'impact du Japon sur l'intégration européenne.

J'ai réservé pour la fin le dernier chapitre rédigé par S. Hoffmann car sa vision optimiste de l'Europe, au-delà de la confusion et de la complexité, montre combien l'intérêt que soulèvent les questions européennes chez eux et chez nous n'a pas éteint l'attention que l'on doit porter à la géopolitique. Dans ce sens ce petit ouvrage devrait être consulté par les spécialistes et les étudiants intéressés par le futur de l'Europe.

Jean-Pierre THOUÉZ

Département de géographie  
Université de Montréal

## ÉTATS-UNIS

FEINBERG, Richard E. et Ratchick M. AVAKOV. *U.S. and Soviet Aid to Developing Countries. From Confrontation to Cooperation?*. Washington (D.C.), Overseas Development Council Coll. U.S.-Third World Policy Perspectives, n° 15, 1991, 235 p.

Les textes ici compilés ont été inspirés par une idée qui est apparue puis disparue avec une soudaineté impressionnante. Au moment où la guerre froide battait de l'aile vers le milieu des années 1980, le *Overseas Development Council*, organisme américain, et son pendant soviétique de l'Académie des Sciences, l'*Institute of World Economy and International Relations* (IMEMO) tenaient à Moscou et à Washington une série de conférences et de séminaires pour discuter de leurs conceptions et partager leurs expériences de développement au Tiers-Monde. Cependant, le temps que le produit de cet exercice paraisse en 1991, l'URSS avait disparu. L'avenir nous dira si l'un des

successeurs de ce qu'on appelle la Communauté des États indépendants reprendra les initiatives soulevées dans cet important ouvrage sur la coopération dans le développement international.

La majeure partie de ces échanges entre Américains et Soviétiques a porté sur le partage de leur expérience sur l'assistance économique aux pays en développement. Ils ont identifié des thématiques et des problématiques communes et préparé des documents conjoints sur les stratégies, les programmes et les activités reliés au développement des ressources humaines au sein de leur aide publique au développement (APD). Un essai introductif, qui en fait constitue une conclusion, plaide en faveur d'une coopération tripartite (États-Unis, URSS et pays en développement) dans la définition des projets de développement. On a aussi établi un vaste agenda de coopération qui inclut autant les secours d'urgence, la reforestation, l'approvisionnement en eau potable, l'évaluation des ressources naturelles et de l'énergie, l'éducation professionnelle, les soins de santé que la croissance urbaine.

Pour ceux qui sont familiers avec les défis et les difficultés que soulève l'aide au développement, des programmes de coopération aussi grandioses et d'une telle envergure peuvent paraître teintés d'héroïsme, voire de témérité. Mais, qui peut prédire ce qu'aurait apporté un effort conjoint de la part des grandes puissances doublé d'une volonté politique et d'un peu d'implication? Cette question est toutefois hypothétique surtout depuis que le démantèlement